

Québec français



Pour le français, langue scientifique québécoise

Denis Turcotte

Number 47, October 1982

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/56937ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Publications Québec français

ISSN

0316-2052 (print)

1923-5119 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Turcotte, D. (1982). Pour le français, langue scientifique québécoise. *Québec français*, (47), 16–17.

Pour le français, langue scientifique québécoise

Du 1^{er} au 3 novembre 1981 s'est tenu, à Montréal, à l'initiative du Conseil de la langue française, un colloque sur l'avenir du français dans les publications et communications scientifiques et techniques. Les données qui ont été fournies et les révélations qui ont été faites au cours de ce colloque sur la tendance grandissante des chercheurs francophones québécois et européens à publier leurs travaux en anglais sont particulièrement troublantes pour l'avenir de la recherche d'expression française.

Ainsi, une étude récente réalisée par un professeur de l'École polytechnique de Montréal, Arnold Drapeau, auprès des Universités Laval, de Montréal, du Québec et de cinq Instituts de recherche du Québec, nous apprend que les universitaires et chercheurs de ces huit institutions québécoises de langue française ont rédigé leurs 4 846 publications en anglais dans une proportion de 71%¹. En ventilant, on constate que 63% des publications des universitaires et chercheurs de l'Université Laval ont été rédigées en anglais, comparativement à 69% à l'Université de Montréal, à 63% à l'Université du Québec, à 70% à l'Institut de cardiologie, à 73% à l'Institut Armand-Frappier, à 82% à l'Institut de recherches cliniques de Montréal, à 85% à l'Institut du cancer et à 94% à l'Institut de recherche d'Hydro-Québec.

En matière de communications scientifiques et techniques, la situation n'est guère plus reluisante puisque les universitaires et chercheurs de ces institutions de langue française ont prononcé 56% de leurs 3 260 communications et conférences en anglais. L'étude nous révèle également que la majorité (51%) des 108 communications présentées en France l'ont été en anglais, la palme revenant, encore une fois, à nos représentants de l'Institut de recherche d'Hydro-Québec, avec 23 conférences sur 31.

Il existe une multitude d'explications à cet état de choses et les travaux entrepris au Conseil de la langue française notamment devraient permettre d'en identifier quelques-unes, du

denis turcotte

moins les plus importantes d'entre elles. L'une de ces explications, et non la moindre, est la prépondérance de la langue anglaise dans le domaine de l'information scientifique et technique. Le prestige de l'anglais est si grand que, pour obtenir une consécration internationale, un grand nombre de centres de recherche et de chercheurs québécois sacrifient la langue française en diffusant leurs travaux en anglais.

Ce comportement est préjudiciable aux intérêts de la collectivité québécoise et au rayonnement de la langue française à plus d'un titre. D'une part, les francophones sont informés, dans une grande proportion après les anglophones, des résultats des recherches effectuées par des Québécois et financées par la collectivité québécoise. D'autre part, nos étudiants en sont réduits à consulter les travaux de leurs maîtres et professeurs en anglais. En outre, une part appréciable des ressources québécoises consacrées à la recherche sert finalement au rayonnement de la langue et de la recherche anglophone et cela au moment même où le Québec s'est engagé dans une délicate et coûteuse opération de francisation par le biais de la loi 101.

Des remèdes énergiques

Il va sans dire que le recours à l'anglais pour l'information scientifique et technique par nos universitaires et chercheurs québécois est un problème de taille qui commande une action énergique. On aura beau multiplier les revues scientifiques francophones, accroître leur diffusion, créer des revues bilingues, former des comités de rédaction internationaux compétents sur le modèle des revues américaines, sélectionner rigoureusement les articles à publier, accroître

les fonds de recherche, — toutes mesures qui ont fait l'objet de nombreuses recommandations au cours du colloque de novembre dernier — si les universitaires et chercheurs québécois et francophones persistent à diffuser leurs travaux en anglais, ce sera peine perdue. À moins de fixer des règlements linguistiques rigoureux et de les faire respecter notamment dans l'allocation des subventions, les chercheurs concernés continueront à se servir de l'anglais parce qu'ils en ont l'habitude, parce qu'ils appartiennent à l'espace scientifique anglo-saxon, parce que l'anglais est la langue scientifique la plus prestigieuse, la plus répandue et qu'elle permet d'atteindre une clientèle plus vaste que la langue française ou que toute autre langue.

De même en était-il, avant la loi 101, de nombreux parents francophones qui choisissaient d'envoyer leurs enfants à l'école anglaise. Pour rétablir la situation, il a fallu s'armer de courage et recourir à des mesures énergiques au désespoir de ces parents mais au bénéfice de la collectivité. La situation linguistique observée dans le secteur scientifique québécois et francophone exige une action tout aussi ferme sinon, elle continuera à se détériorer. Après les sciences physiques et médicales, largement gagnées à l'anglais, ce sera le tour des sciences sociales et humaines, de l'enseignement supérieur déjà sérieusement atteint. Qui peut dire où le mouvement s'arrêtera? Mesure-t-on seulement l'ampleur des répercussions économiques, politiques, sociales et culturelles qui risquent d'en résulter si on ne réagit pas?

Que cela plaise ou non, il faudra se résoudre à exiger des chercheurs et des centres de recherche québécois qu'ils publient leurs travaux d'abord en français. Certes, prendre une telle décision exige du courage car les résistances ne manqueront pas. Les habitudes sont tenaces et les situations de fait, bien établies. Sauf quelques voix discordantes, provenant surtout d'anglophones invités à faire connaître leurs

tout un programme

AVENTURES AU PAYS DES MOTS

auteure :
Monique Turcotte-Delisle

1^{re} année :

Les
Malurons

2^e année :

les
Exploramis

3^e année :

en préparation

Messages

de la 3^e à la 6^e année ; en préparation
auteures : Josée Valliquette, Henriette Major

L'ORTHOGRAPHE SOUS TOUTES SES FORMES

6^e année :

LES HOMOPHONES
LE NOM ET L'ADJECTIF
LE VERBE

5^e année : en préparation

auteurs : Jean Canac-Marquis, Nicole Marcoux,
Ginette Giroux-Gareau

Parcours

de la 1^{re} à la 5^e secondaire ; paru : Parcours 1

auteurs : James Rousselle, Michel Monette,
Huguette Desrochers-Meury, Nicole Robillard

DICTIONNAIRE CEC jeunesse

pour les jeunes
de 8 à 13 ans

opinions, la majorité des participants au colloque se sont déclarés favorables à la valorisation du français comme langue de l'information scientifique et technique. Il est vrai que ce colloque réunissait une majorité de convertis. D'aucuns, parlant sans doute au nom des absents, ont cependant mis les autorités en garde contre toute mesure corrective pour stimuler la publication en langue française. Où en serions-nous aujourd'hui si la législation linguistique québécoise avait fait intervenir uniquement des mesures incitatives et si le libre choix de la langue d'enseignement avait été maintenu ? Pourquoi devrions-nous avoir plus de scrupule lorsqu'il s'agit d'exiger de nos chercheurs, rémunérés, financés ou subventionnés par la collectivité québécoise, de publier leurs travaux en français que nous en avons eu lorsqu'il s'est agi d'obliger les entreprises anglophones établies à Québec à fonctionner et à se donner des raisons sociales en français ?

Il faut enfin souhaiter de tous nos vœux la mise en place d'un espace scientifique et technologique francophone qui engloberait, outre les institutions d'enseignement supérieur, les centres et instituts de recherche, les réseaux d'information spécialisée, les banques de données, les bibliothèques, les maisons d'édition et les revues scientifiques de toute la francophonie. Il ne s'agit pas de couper les ponts, de rompre le contact avec l'espace scientifique nord-américain, ce qui serait absurde et néfaste, mais bien plutôt de chercher à y faire contrepoids en tissant des liens plus étroits et plus nombreux avec les autres communautés scientifiques francophones.

¹ Arnold DRAPEAU, *Les publications et les communications scientifiques. La langue utilisée par les chercheurs des centres de recherche des universités francophones du Québec*, Québec: Conseil de la langue française, Direction des études et recherches, 1981. 64 p. (Notes et documents 9).

CENTRE ÉDUCATIF ET CULTUREL INC.
8101, MÉTROPOLITAIN, MONTRÉAL, H1J 1J9 (351-6010)